



Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

cette réunion du CDEN nous permet d'évoquer les annonces récentes du Premier Ministre et du ministre en charge de la Fonction publique. De nouveau, un gouvernement se soumet à l'idéologie libérale la plus dure dont l'objectif est de mettre à bas l'édifice social patiemment construit pour donner cohésion à notre société. Nous pouvons constater que ce gouvernement — comme d'autres avant lui — sape les uns après les autres les édifices collectifs : droit du travail, logement social, fiscalité équitable, accès à l'université, fonction publique...

Alors que la **FSU** demande depuis des mois des discussions, le gouvernement répond par une attaque frontale de la Fonction publique.

D'abord avec la volonté de **supprimer 120 000 postes** quand la Fonction publique a besoin de toutes ses forces et de celles qui lui manquent encore pour assurer la cohésion sociale et l'égalité d'accès aux services publics de tous les citoyens. Cette campagne médiatique vise à désigner les fonctionnaires comme boucs émissaires. Et ainsi à détourner habilement le regard des citoyens d'un dessein politique où l'individualisme et le chacun pour soi l'emporte sur la solidarité et le partage.

Le CDEN de ce soir va entériner les mesures de carte scolaire préparant la rentrée 2018. La non communication des documents nécessaires à notre travail de représentants des personnels nous a amenés à boycotter en intersyndicale le premier comité technique. La semaine suivante, la FSU et d'autres organisations syndicales ont voté **contre** les mesures proposées. En effet, le décalage entre les grandes annonces et la réalité de notre département conduit non seulement à la **fermeture de 88 classes** mais n'apporte aucun renforcement des **RASED déjà exsangues**, ni aucune perspective d'amélioration du taux de **remplacement** l'année prochaine par manque de personnels. Seule la filière bilingue continue de s'étendre... toujours sans moyens.

Comme nous le redoutions, le **dispositif « 100 % réussite »** se met en place au détriment de tout le tissu scolaire. **L'école rurale** et la **maternelle** paient le plus lourd tribut à cette logique destructrice qui conduit ce gouvernement à ouvrir des classes en supprimant ailleurs des postes qui sont tout aussi essentiels à la réussite des élèves. 12 000 postes auraient été nécessaires pour mettre en œuvre cette mesure sur la législature. Le gouvernement, malheureusement, n'en a prévu que 4 000 ! Rappelons en outre que l'observatoire des inégalités démontre que  $\frac{3}{4}$  des élèves issus de milieux défavorisés ne sont pas scolarisés en

éducation prioritaire ! C'est la raison pour laquelle le **SNUipp-FSU** réitère ici son **exigence de voir les effectifs diminuer dans toutes les classes**. C'est toute l'Éducation qui est prioritaire.

Pour ce qui concerne le premier degré, le **SNUipp-FSU** tient également à évoquer la **réforme des rythmes**. Les conditions de sa mise en œuvre ont conduit à son échec. Le gouvernement de l'époque, refusant d'entendre les enseignants, a créé les conditions d'une déstabilisation du service public d'éducation.

Les renoncements du gouvernement face au lobby de l'or blanc en matière de calendrier scolaire, l'augmentation des taux d'encadrement dans le cadre des Activités Péri-scolaire, les contenus disparates et l'insuffisance de moyens des collectivités ont vite eu raison de la propagande et des campagnes médiatiques du ministère sur un pseudo intérêt de l'enfant. Après quatre ans de fonctionnement ou de dysfonctionnement, dès que la brèche a été ouverte, parents, collectivités et enseignants ont massivement voté pour un retour à 4 jours. **Il serait bon d'ailleurs que la mairie de l'Eurométropole ne s'entête pas à faire la sourde oreille : les votes des conseils d'écoles sont sans ambiguïté.**

Bref, faute d'avoir respecté les acteurs, à force de mensonge sur le but réel de cette réforme, non seulement elle est rejetée par une immense majorité mais il est fort à craindre qu'une réflexion sérieuse sur cette question ne soit plus possible pendant longtemps ! Quel **gâchis** !

Pour le second degré, la préoccupation première, ce n'est pas une surprise, est bien sûr celle des moyens. Une fois de plus, le **SNES-FSU** s'inquiète de l'augmentation des effectifs par classe à la rentrée prochaine : 444 élèves sont attendus dans les collèges du Bas-Rhin et aucune création de poste n'est prévue pour améliorer leurs conditions d'accueil. Selon nos estimations, ce sont plus de **42% des classes de collège qui seront chargées**, à tel point que même le rectorat n'exclut pas certaines classes à 31 voire 32 élèves. Cette hausse des effectifs par classe dégradera encore davantage les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des enseignants.

La **FSU** pose également la question des **inclusions** des élèves relevant des dispositifs ULIS ou UPE2A voire des SEGPA, plus encore dans des établissements qui accueillent plusieurs de ces dispositifs (André Maurois, Rouget de Lisle, Lezay Marnésia....). En effet, comment peut-on mettre en place des inclusions qui aient du sens pédagogiquement si ces élèves ne sont pas en même temps comptabilisés dans les effectifs du collège et qu'ils s'ajoutent à des classes déjà très chargées ?

Concernant la priorité affichée pour soutenir l'**Éducation prioritaire**, nous constatons que le redéploiement des postes surnuméraires d'enseignants s'accompagne de la suppression des 0,5h par division en REP/REP+. Nous nous demandons donc ce que sont devenues ces heures qui permettaient d'améliorer l'encadrement des élèves.

Toujours dans l'Éducation prioritaire, nous avons été alertés par des collègues faisant état du **non remplacement** d'enseignants pendant plusieurs semaines. Ce phénomène confirme le manque d'enseignants dans certaines disciplines (technologie, mathématiques, langues...) et favorise le développement de la précarité avec un recours croissant aux contractuels (alors qu'il y aura 20% de postes en moins aux concours).

Par ailleurs, plusieurs collèges s'inquiètent d'un éventuel vote par le CA d'une mesure visant à imposer le **dispositif bilangue** à tous les élèves de l'établissement, ce qui, évidemment, contribue à fragiliser d'autres langues, et la variété de l'offre, en contradiction avec les affirmations du rectorat et du projet académique.

Dernier point à propos des **langues anciennes** : La circulaire « Mise en œuvre de l'enseignement facultatif de langues et cultures de l'Antiquité » parue au BO du 25 janvier

2018 réaffirme que les langues anciennes peuvent être offertes à tous les élèves, sans condition de niveau, et qu'elles ont toute leur place en éducation prioritaire. Nous posons donc la question de la traduction de cette circulaire dans les collèges de notre département, notamment en termes de dotation supplémentaire et fléchée pour les LCA.

Pour conclure, la **FSU** dénonce le projet du gouvernement de porter de nouveaux mauvais coups aux services publics et à ceux qui le servent. C'est une nouvelle remise en cause des solidarités induites par notre modèle social au bénéfice des populations les plus favorisées et au détriment des plus pauvres.

La **FSU** porte un tout autre projet de société et elle le fera savoir à nouveau haut et fort le 22 mars.